

La société civile roumaine et sa perception de l'adhésion: essai de radiographie générale

Description

Une saine curiosité pousse les observateurs occidentaux à vouloir jauger les positions et impressions des futurs pays membres, par delà le langage diplomatique et les communiqués officiels : « que pense la société civile ? », s'interroge-t-on ainsi, partant du postulat qu'elle offre forcément le reflet le plus authentique et le plus représentatif d'un pays dans son entier. Est-ce le cas en Roumanie ? Ses composantes renvoient en fait à des histoires et des réalités différentes des sociétés civiles occidentales, ce qui explique peut-être aussi la manière dont elles appréhendent la perspective de l'adhésion.

S'il n'existe pas de définition juridique de la société civile, on s'accorde en général pour désigner par ce terme l'ensemble des corps intermédiaires qui trouvent à se déployer entre l'Etat et l'individu. Ainsi des structures familiales, sociales, culturelles, économiques et même religieuses.

Le regard de l'Eglise

Ce dernier point rend les comparaisons difficiles entre les sociétés civiles d'Europe occidentale et celle d'un pays, la Roumanie, dont l'opinion publique fait davantage confiance à l'Eglise qu'à l'Etat, si l'on en croit un célèbre sondage annuel (d'ailleurs devenu là-bas référence telle qu'il en finit peut-être par s'autoalimenter)^[1]. Malgré cet ancrage, il n'est pas certain que l'Eglise orthodoxe ait eu ou ait encore sur le chapitre européen, une influence plus notoire que les autres franges de la société civile. Elle a clairement déploré l'absence de référence à la chrétienté dans le projet de traité constitutionnel, sans renier pour autant l'engagement dans le processus d'intégration européenne. Et les motifs d'ordre religieux (crainte d'une sécularisation irréversible du monde orthodoxe, à l'image de ce que certains croient voir à l'œuvre en Grèce) n'entretiennent finalement qu'une partie très relative du sentiment eurosceptique. Si tant est qu'il faille ainsi le qualifier.

Les ONG : un cap délicat

C'est plutôt l'inquiétude en effet qui semble gagner l'un des piliers central de la société civile roumaine, à l'approche de l'entrée dans l'Union. Le secteur non gouvernemental, car c'est de lui qu'il s'agit, reste en effet très dépendant de l'étranger sur le plan financier, comme le révèle une étude réalisée par la Fondation roumaine pour le Développement de la Société Civile (FDSC)^[2]. Or le nouveau statut de pays membre privera bientôt la Roumanie des formes de coopération réservées aux pays tiers, et pour



certaines ONG dont le champ d'actions s'est construit avant tout sur ces partenariats, la transition risque d'être difficile.

Ainsi l'intégration européenne, dont voici quelques années la perspective offrait une raison d'être à tout un pan du monde associatif roumain, déstabilise aujourd'hui ce dernier du fait même de son accomplissement! Des craintes existent donc, sans rendre pour autant les ONG hostiles à une intégration dont elles ont, à leur échelle, préparé le terrain. Beaucoup sauront poursuivre en les réorientant, des actions pour lesquelles un espace continuera d'exister, peut-être même plus que jamais, dans le nouveau cadre européen.

Les deux voies de la reconnaissance

Les autres éléments constitutifs de la société civile roumaine parviendront-ils également à s'y engouffrer ? Tous en effet ne bénéficient pas du même degré de connaissance ou de reconnaissance interne. La FDSC, pour en revenir à son étude et finir avec elle ce rapide examen transversal, fait le constat d'une société civile « *invisible* » pour la majorité de la population, en dehors peut-être des ONG dont nous avons parlé : « *la connaissance de ses acteurs informels reste limitée* ». Par ailleurs, même visible, une partie de ses composante continue de véhiculer une image négative: « *les syndicats et certaines associations à caractère sportif ou culturel sont généralement associés à l'ancien régime communiste* » .

C'est peut-être ainsi de l'extérieur et de l'Union Européenne en l'occurrence, que viendra pour certains la clé de la reconnaissance. Avec le risque du coup pour ces derniers, de considérer l'adhésion comme la solution à tous les blocages actuels. Sa perspective en effet, n'annule en rien l'extrême nécessité d'une légitimité à conquérir sur le plan intérieur, y compris d'ailleurs pour les ONG qui « *jusqu'à présent n'ont pas été capables de se construire une image d'acteurs essentiels et crédibles de la société roumaine, cela expliquant en partie que le soutien financier reste, en interne, limité* » .

Un juste reflet du pays ?

La société civile roumaine apparaît au final comme un ensemble de taille « *modérée* », de structure et d'organisation plutôt « *faible* ». Entre eux, les éléments qui la composent ne tissent que des relations « *limitées* », comme l'est aussi le « *niveau de coopération* » avec « *le gouvernement, le secteur marchand et le public au sens large* ». Certes le rapport nuance le constat en le replaçant dans le contexte difficile auquel s'est heurtée la société civile roumaine depuis ses origines: sous le régime communiste, inexistante ou embryonnaire (et, dans ce cas, dénuée du caractère militant qu'elle a pu revêtir dans les autres pays de l'Est), elle est encore considérée au début des années 1990 par les structures de pouvoir comme « *l'ennemi public* », ce qui n'a pas facilité son développement, au sujet duquel se dégagent tout de même dans le rapport, des indices encourageants.

Quoiqu'il en soit ce tableau, et la froide sévérité qui découle de son incontestable rigueur méthodologique, contrastent avec les impressions qui s'imposent à l'observateur étranger noyé dans le grand bain roumain : celui-là n'aura pas besoin d'une grande curiosité pour découvrir un pays qui bouillonne, s'active et prend la parole. C'est peut-être en cet élan, qui déborde le strict cadre formel de la société civile, qu'il faut faire le pari d'espérer, même s'il porte en lui le germe de sa propre destruction (dans un forum consacré aux initiatives citoyennes, un internaute roumain croyait devoir faire ce constat : « *difficile en Roumanie de discuter avec les gens. Tu te verras contredit, comme s'il s'agissait d'un exercice de style ; contredit par n'importe qui, n'importe quand* »).

A la société civile d'en révéler le meilleur et de le mettre au service d'un véritable espace de débat public. Un espace où le citoyen pour s'exprimer, prend le pas sur l'individu. C'est d'autant plus essentiel, à la veille pour les Roumains d'enrichir leur citoyenneté nationale avec celle de l'Union.

* Julien TRANSY est chargé de coordination sur un projet franco-roumain de coopération non-gouvernementale.

Photo libre de droit : pas d'attribution requise

[1] Sondage CURS (Center for Urban and Regional Sociology) destiné à mesurer le degré de confiance accordé aux institutions suivantes (ici placées dans l'ordre décroissant, rarement bousculé, dans lequel généralement elles apparaissent): l'Eglise, l'Armée, les mass-médias, l'Union Européenne, la Justice, le Gouvernement, le Parlement, les partis politiques.

[2] FDSC, Report on the state of Civil Society in Romania, 2005, 112 p.



[Retour en haut de page](#)

date créée

15/11/2006

Champs de Méta

Auteur-article : Julien TRANSY*